



SOMMAIRE

DOSSIER

2-4 L'ÉDUCATION :
UN ENJEU FONDAMENTAL

VIVRE ENSEMBLE

5 UNE CONTENEURISATION
MAL ANTICIPÉE

AGIR DEMAIN

6-7 SÉCURITÉ : RESTAURER LA
CONFIANCE ENTRE POLICE,
JUSTICE ET CITOYENS



ÉDITO

Au printemps dernier, je venais à votre rencontre avec le premier numéro de ce magazine auquel **vous avez réservé un accueil très positif et je vous en remercie**. C'est désormais un rendez-vous que je vous donne régulièrement, afin de partager avec vous tout ce qui fait l'actualité locale, départementale, régionale ou nationale.

« Sans Détour #01 » était consacré à l'attractivité de notre territoire, à la fiscalité et au « vivre ensemble ».

Au fil de nos rencontres, j'ai pu sentir l'exaspération de beaucoup d'entre vous, sur des sujets tant nationaux que locaux.

Pour cette deuxième édition j'ai choisi de vous parler d'Éducation et de Sécurité, deux sujets fondamentaux qui m'animent et susciteront je l'espère votre intérêt. Vous y trouverez également des sujets locaux qui vous préoccupent au quotidien, comme **la propreté de vos quartiers**, que vous pourrez retrouver au fil de ces pages.

M'adresser à vous, vous rencontrer, vous écouter, partager, construire avec vous dans le respect des engagements pris, voilà ce qui motive depuis toujours mon action à vos côtés.

Je crois en Metz, je crois en notre territoire, je crois en la capacité de notre pays à se renouveler et aux forces vives que vous représentez.

Ce magazine est le reflet de nos échanges et de mes fondamentaux politiques. Avec l'ambition d'agir et de construire. Sans détour.

Nathalie Colin Oesterlé

Vice-Présidente du département de la Moselle | Conseillère départementale du canton de Metz 2 |
Conseillère Municipale d'opposition de Metz et Conseillère Communautaire de Metz Métropole.



L'ÉDUCATION : UN ENJEU FONDAMENTAL

La France a récemment été classée avant-dernière des systèmes éducatifs de l'OCDE, en raison de ses contre-performances en matière d'équité et de participation des enfants à la vie scolaire. Face à l'aggravation de la situation des jeunes sur le marché du travail, l'éducation est devenue un enjeu fondamental.

Alors que l'Éducation Nationale est le 1^{er} poste budgétaire de l'État avec un budget de 50,1 milliards en 2017, la proportion d'élèves en retard à l'entrée en 6^e se situe bien au delà de la moyenne pour les enfants issus de milieux modestes ou défavorisés. Ainsi, chaque année, 150 000 jeunes quittent l'école sans diplôme et 20% des élèves ne maîtrisent pas les fondamentaux.

L'école, jadis au cœur de la vie citoyenne, s'est éloignée de sa vocation première, celle consistant à donner à chaque enfant, quelle que soit sa condition sociale, les mêmes chances de réussite, à promouvoir le mérite et l'excellence.

De la réussite de notre système éducatif dépend la performance économique, sociale et culturelle de notre pays. Elle doit offrir à chaque enfant des perspectives d'avenir.

Alors que le budget consacré à l'enseignement scolaire continue d'augmenter, aucune mesure d'envergure n'est mise en œuvre pour améliorer l'offre éducative. Plusieurs exigences doivent désormais être poursuivies pour atteindre cet objectif :

- **Donner la priorité à l'école primaire.**

On le sait, tout se joue dans les premières années. L'accent doit être mis sur les enseignements fondamentaux (lire, écrire, compter).

Parallèlement, une aide aux devoirs après l'école doit être mise en place sur le temps périscolaire, lorsque cela est possible, afin de permettre à tous les enfants d'avoir les mêmes chances de réussite. Un enfant qui entre en 6^e sans savoir lire, écrire, compter se trouve, de fait, sur la voie de l'exclusion; et cela n'est pas acceptable.

sans détour

La lutte contre l'échec scolaire doit être la priorité nationale du prochain quinquennat et s'appuyer sur la mobilisation de la communauté toute entière afin de prévenir les dérives de toutes sortes qui y sont liées.

- **Faire de l'alternance une voie d'excellence au même titre que l'enseignement général.**

L'alternance et l'apprentissage doivent redevenir des voies d'excellence. A titre de comparaison, en France l'apprentissage représente moins de 6% d'une classe d'âge contre 16% en Allemagne et alors que chez nous, le taux du chômage des jeunes flambe (26%), il est de 7% en Allemagne.



Pour relever le niveau de qualification de notre pays, il est nécessaire de valoriser les formations professionnalisantes, et cela ne peut passer que par l'alternance.

Nous devons réintroduire le pré-apprentissage dès l'âge de 14 ans en développant de véritables filières d'excellence basées sur un partenariat école/chefs d'entreprise. Le nombre d'apprentis doit être doublé et leurs conditions matérielles améliorées.

sans détour

Permettre à tous les jeunes de se former à un métier dès l'âge de 14 ans, comme cela se fait en Allemagne et revaloriser l'alternance pour en faire une voie d'excellence, voilà un enjeu qui me paraît absolument fondamental.

LES DEUX ERREURS MAJEURES DU QUINQUENNAT HOLLANDE

1. RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES : UN BILAN TRÈS MITIGÉ

En généralisant la semaine à 4,5 jours d'école avec le retour de la cinquième matinée de classe, cette réforme, mise en place dans la précipitation, avait pour objectif d'améliorer la réussite de tous les élèves en allégeant les journées et en rythmant davantage les semaines...

Deux ans après sa mise en place, le bilan est très mitigé selon le rapport des inspections générales sur son « efficacité pédagogique ». Des enfants fatigués, des journées très longues, chargées et morcelées, des siestes tronquées et plus de mercredi pour souffler... Le constat est sévère avec pour conséquence une attention moindre des enfants, de l'agitation, une augmentation des incidents, des retards, et en prime une organisation des activités périscolaires de qualité variable.

Il faut y ajouter le coût pour les familles (la gratuité des activités étant loin d'être la règle) et celui, considérable, pour les communes chargées d'organiser le temps périscolaire et souvent contraintes d'augmenter leur fiscalité pour satisfaire aux exigences de cette réforme.

Les incidences sur le fonctionnement des clubs sportifs et de loisirs sont également fortes, bien des activités organisées précédemment le mercredi matin n'étant plus proposées par manque de plages horaires suffisantes ou en raison d'horaires désormais trop tardifs pour les enfants.

De leur côté, les établissements privés peinent désormais à satisfaire l'ensemble des demandes d'inscriptions et pour cause : ils fonctionnent toujours sur la semaine de 4 jours souhaitée majoritairement par les familles, tout en assurant un soutien scolaire après la classe.

C'est ce qu'on appelle une éducation à deux vitesses, l'inverse de l'objectif censé avoir guidé cette réforme.

2. RÉFORME DES COLLÈGES : LE NIVELLEMENT PAR LE BAS

La réforme des collèges portée par le gouvernement socialiste et sa Ministre de l'Éducation Nationale est une erreur éducative, culturelle, politique et économique. Elle symbolise le renoncement à l'excellence républicaine, à l'effort, au travail et conduit à un nivellement par le bas.

C'est particulièrement vrai pour l'apprentissage de la langue allemande avec la suppression des sections européennes et la remise en cause des sections ABIBAC. Une hérésie dans notre département, la Moselle, qui a une frontière commune avec l'Allemagne !

Ainsi, parmi les grands changements imposés par la réforme des collèges :

- Les heures d'accompagnement personnalisé et d'enseignements interdisciplinaires sont désormais déduites des heures d'enseignements fondamentaux (20% de moins) ;
- Les classes européennes sont supprimées car considérées trop élitistes, tout comme les classes bilangues qui sont réduites à peau de chagrin ;
- Le volume horaire hebdomadaire consacré à l'apprentissage des langues vivantes est réduit ;
- L'apprentissage du latin et du grec devient un enseignement interdisciplinaire et n'est donc plus proposé dans tous les établissements.

sans détour

La réforme des collèges est motivée par une vision doctrinaire et égalitariste de l'Éducation Nationale.

«C'est en visant haut qu'on atteint large - disait Jack Lang - car ce n'est pas en nivelant par le bas que l'on réduira les inégalités sociales et scolaires.»

Niveau scolaire : la France
25^e
au classement mondial

20%
des élèves français ne maîtrisent pas les fondamentaux

UNE ÉDUCATION CITOYENNE PAR L'ACCÈS À LA CULTURE

Pour une éducation citoyenne, à la rencontre de l'art et de la culture.

Toutes les études le montrent : Les petits élèves français obtiennent des résultats passables pour relever les éléments présents dans un texte, mais des résultats catastrophiques lorsqu'on vérifie s'ils l'ont compris, et pire encore s'il leur faut exprimer un jugement personnel ou une émotion, face à ce texte. De même, ils peinent à mobiliser leur imagination pour trouver une solution originale à un problème simple.

On le sait : le seul moyen de donner à chaque enfant des chances de réussir sa scolarité et sa vie, c'est de lui permettre de faire l'expérience sensible de la rencontre avec l'œuvre d'art. Le grand combat de la réussite scolaire demande de livrer la bataille de l'imagination, de la sensibilité, de la création et ce, dès le plus jeune âge, dès l'école primaire.

La ville de Metz est signataire d'un pacte territorial avec l'État pour l'éducation artistique et culturelle. Mais où donc ce pacte est-il passé ?

Dans les faits : Où est la politique d'éducation artistique et culturelle de la Ville ? Et d'ailleurs, où est la programmation jeune public à Metz ? Ni au Théâtre du Saulcy, ni à la Cité Musicale, ni à l'Opéra théâtre, ni au Musée de la Cour d'Or. Des spectacles d'artistes lorrains joués et plébiscités à Paris dans des scènes conventionnées jeune public, trouvent à peine refuge à la Salle Braun.

L'attractivité de Metz et de notre territoire se joue pourtant là : dans la capacité de notre ville à proposer des conditions de réussite et de bonheur optimales pour les enfants des jeunes couples qui souhaitent s'y installer.

Notre ville regorge de trésors artistiques et culturels. Dont les enfants, malheureusement, ne franchissent guère les portes que pour une simple visite.

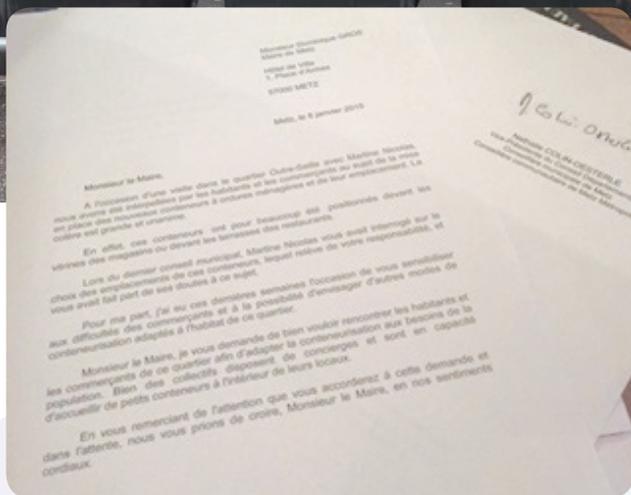
sans détour

Nous voulons qu'au contraire Metz devienne un exemple. Par la création des Parcours Enfance et Jeunesse, autour des trois piliers : VOIR-FAIRE-CREER.

1. Chaque élève au cours de sa scolarité aura assisté à un spectacle à l'Arsenal, à la BAM, à Pampidou-Metz, et dans chaque structure culturelle de la ville. ...C'est VOIR.
2. Chaque élève aura été sensibilisé à une forme de pratique avec un artiste...C'est FAIRE.
3. Chaque élève aura participé à un projet de création collective dans sa scolarité. C'est CREER, avec les autres.

Tous les enfants ont le droit de réussir, la Ville de Metz a la responsabilité de leur en donner les moyens, en ouvrant grand devant eux les portes de l'imagination.

VIVRE ENSEMBLE



UNE CONTENEURISATION MAL ANTICIPÉE

Outre Seille, 21 points de regroupement vont disparaître à la grande satisfaction des habitants. Mais n'aurait-il pas été plus pertinent d'écouter, de consulter et de réfléchir avant d'agir ?

Aujourd'hui nous devons aller plus loin. Il serait regrettable de reproduire les mêmes erreurs lorsqu'il s'agira d'organiser la conteneurisation dans d'autres quartiers et tout particulièrement en centre-ville, en zone piétonne et dans les artères commerçantes.

Chacun pourra reconnaître que notre agglomération connaissait un retard certain dans la gestion des ordures ménagères. Depuis longtemps nous réclamions le passage à la conteneurisation en concertation avec les habitants.

D'évidence, à METZ, le choix de la municipalité en faveur des points de regroupement au détriment des points enterrés n'est pas une réussite, avec une esthétique plus que douteuse.

L'alignement dans certains quartiers, en Outre-Seille comme en Nouvelle Ville, de bacs collectifs à proximité des terrasses de restaurants, devant les vitrines des commerçants ou sous les fenêtres des particuliers témoigne d'une mise en place hâtive et déconnectée de la réalité du quartier.

La fréquence des ramassages aggrave encore ce problème: trois fois moins de ramassages par semaine, avec une conséquence immédiate de conteneurs saturés et un risque sanitaire évident.

Grâce à la pugnacité des habitants, commerçants et associations et grâce à nos nombreuses interpellations, les lignes ont déjà bougé. En

sans détour



Pour réussir cet enjeu majeur de la conteneurisation, les élus en responsabilité doivent faire preuve de davantage de souplesse et tenir compte des spécificités urbanistiques de chaque quartier, de sa densité en termes d'habitat et de population, et des observations des citoyens qui y vivent au quotidien.

C'est aussi cela la démocratie participative.

AGIR DEMAIN



SÉCURITÉ : RESTAURER LA CONFIANCE ENTRE POLICE, JUSTICE ET CITOYENS

Il suffit de visiter une prison, d'échanger avec les détenus ou ancien détenus, de faire des sorties de nuit dans les quartiers dits sensibles à la rencontre de jeunes délinquants pour comprendre la diversité et la complexité des situations auxquelles les pouvoirs publics doivent aujourd'hui apporter des réponses urgentes. On ne peut plus attendre. Cette action de vérité, de proximité, je tente de la mener au quotidien, à l'écoute des habitants des quartiers mais également des acteurs locaux.

À Metz, la majorité municipale s'enferme dans le déni, laissant les habitants de certains quartiers dans une détresse inacceptable. Sur le plan national, des décisions fortes doivent être prises, avec quelques axes prioritaires.

1- PERMETTRE UNE MEILLEURE EXÉCUTION DES DÉCISIONS DE JUSTICE ET RÉDUIRE LES DÉLAIS DE JUGEMENT AU PÉNAL COMME AU CIVIL

La Justice, pilier de la démocratie et de la paix sociale, est aussi le premier rempart contre les violences, les agressions et les vols. Elle doit protéger les citoyens en dissuadant les délinquants par des sanctions rapides et effectives ; pourtant chaque année, 25%

sans détour

L'engorgement des tribunaux, la réduction des délais et l'exécution effective des peines pénales et civiles, les problèmes liés à la surpopulation carcérale, la protection des victimes, une réponse efficace et rapide à une délinquance juvénile toujours croissante sont des sujets majeurs à la veille de l'échéance présidentielle. Dans un contexte budgétaire très contraint, la solution ne peut se résumer au « Tout Répressif ». La restauration de l'ordre et de l'autorité de l'État est également liée à la mise en place de dispositifs favorisant l'aide à la réinsertion et la prévention de la récidive.

des condamnés à de la prison ferme n'exécutent pas leur peine faute de places, de nombreuses peines alternatives ne sont pas mises à exécution, les bracelets électroniques demeurent inefficaces faute de nombre suffisant d'agents pour en exercer le suivi.

1.648

détenus installés directement sur des matelas posés au sol

58.311

places opérationnelles

69.375

détenus en France

L'État doit s'engager à mettre en œuvre, par des moyens adaptés et dans des délais très courts, les décisions de justice devenues exécutoires afin de donner du sens à la force de la loi.

2- CONSIDÉRER LA PLACE DES VICTIMES COMME UNE PRIORITÉ

La place accordée aux victimes est encore très insuffisante dans notre pays alors qu'elle devrait être considérée comme une priorité.

L'information, l'écoute et la participation des victimes dans l'ensemble de la chaîne pénale doit être une priorité afin qu'elles puissent plus facilement entamer leur travail de reconstruction et soient davantage prises en compte. Il est indispensable de veiller à ce que nos lois, nos programmes et nos politiques publiques soient conformes au principe fondamental selon lequel chaque victime doit être traitée avec respect et compassion et accompagnée juridiquement et psychologiquement.

3- METTRE EN ŒUVRE UN PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE PLACES DE PRISON ET D'ACCOMPAGNEMENT EN ADÉQUATION AVEC L'ACCROISSEMENT DE LA DÉLINQUANCE, DE LA CRIMINALITÉ ORDINAIRE ET TERRORISTE

Notre pays présente un manque criant de places de prison avec des maisons d'arrêt qui présentent pour certaines un taux de surpopulation carcérale de plus de 200%. Les systèmes de libération conditionnelle ou de remises de peine automatiques donnent le sentiment d'avoir pour seul objectif la diminution du nombre de personnes emprisonnées avec un constat: une personne condamnée à moins de deux ans de prison peut ne jamais y séjourner...

L'accroissement de la délinquance et de la criminalité est tel qu'il y a urgence à mettre en œuvre un programme de construction, de sécurisation et d'accompagnement.

Il convient aujourd'hui de construire 20.000 places de prison supplémentaires et de procéder à l'embauche de 12.000 surveillants, avec la mise en œuvre d'un véritable programme de lutte contre la récidive favorisant la réinsertion des détenus dans la perspective de leur sortie de prison.

4- PLACER EN RÉTENTION ADMINISTRATIVE LES FICHÉS S SOUPÇONNÉS D'UN PASSAGE À L'ACTE

Il est urgent pour notre pays de se doter de moyens performants pour gagner la guerre intérieure contre le terrorisme. Pour cela, il faut des mesures fortes à la hauteur de la menace. Ainsi, lorsqu'un individu est soupçonné d'un passage à l'acte, il doit être placé en rétention administrative sous contrôle de l'autorité judiciaire.

5- RELANCER LES CENTRES PÉNITENTIAIRES SPÉCIALISÉS POUR ATTEINDRE 30% DES DÉTENUS DANS LES 15 PROCHAINES ANNÉES

Parallèlement à la mise en place d'un plan de formation des éducateurs et des professionnels de santé spécialisés, il est nécessaire de travailler sur la spécialisation des prisons, afin de les adapter aux détenus souffrant notamment de problèmes psychiatriques ou autres (toxicomanie...).

6- REDONNER AUX FORCES DE POLICE TOUTE LA CONSIDÉRATION QU'ELLES MÉRITENT

Le ras-le-bol des forces de polices est plus que compréhensible. Leurs conditions de travail sont dégradées, leur autorité est bafouée, et le délinquant suscite souvent davantage de considération. Il est temps de redonner aux représentants de l'ordre toute la considération qu'ils méritent et de les soutenir pleinement dans l'exercice difficile de leur mission.



EN BREF...



LE CAMP DE BLIDA QUALIFIÉ DE «PETIT CALAIS» PAR LES MÉDIAS NATIONAUX

Ces demandeurs d'asile, en majorité d'origine albanaise et kosovar, ne fuient pas un pays en guerre et n'ont pour ainsi dire aucune chance de voir leur demande aboutir. Depuis des mois, ils vivent dans un état de précarité extrême alors que nous disposons de bâtiments publics vides qui permettraient dans un premier temps de les accueillir dignement.

Cette situation pose plus largement la question de l'accueil des migrants : l'Etat doit se doter des moyens nécessaires pour instruire plus rapidement les demandes d'asile et reconduire chez eux les demandeurs déboutés, lesquels occupent aujourd'hui en Moselle plus de 300 places d'hébergement.

MOSELLE OPEN : LE SERVICE PERDANT DE METZ



Nous sommes sur le point de perdre un événement sportif majeur pour l'attractivité et la visibilité de notre territoire en raison de choix politiques et dogmatiques. Alors que nous sommes à la traîne, comme le confirme le dernier rapport de l'INSEE, ne pas voir l'intérêt de Moselle Open montre le peu de hauteur de vue de nos décideurs. Il aurait été mille fois plus pertinent d'y consacrer une petite part des deux millions de subventions publiques versées annuellement à l'agence de développement économique (Metz Métropole Développement) et de conserver cet événement avec les retombées économiques dont notre territoire a besoin.

TCRM BLIDA, LOCOMOTIVE DU NUMÉRIQUE



L'attribution du label « Métropole French Tech » au projet LorNTech, porté par le Sillon Lorrain, témoigne de la reconnaissance du travail accompli par l'ensemble des acteurs lorrains du numérique que nous sommes nombreux à avoir soutenu dès l'origine.

Cette labellisation doit constituer le point de départ d'une nouvelle dynamique économique en permettant aux start-up de trouver les ressources (financières et humaines) dont elles ont besoin pour croître et devenir de véritables poids lourds internationaux.

TCRM BLIDA doit être LE lieu de création artistique, d'hébergement et d'expérimentation numérique; il doit favoriser la création d'emplois et contribuer à nous donner la visibilité que nous manque aujourd'hui.

Pour en savoir plus, retrouvez mes articles sur mon site ncometz.com, mots-clés «BLIDA» «MOSELLE OPEN» «NUMÉRIQUE»



ncolin_oesterle @nco... · 26/09/2016
Metz Métropole: À propos de la conteneurisation à #Metz "ça va mieux" dit Dominique Gros "il ne faut pas en faire un fromage!" 1/2

ncolin_oesterle @nco... · 29/09/2016
#CMMetz D.. Gros.s'adressant à moi : "le maire de quartier vous emmerde"
La #démocratie est un combat!



ncolin_oesterle @nco... · 20/08/2016
#Burkini: pourquoi il ne faut pas laisser faire. Excellent éditorial marianne.net/burkini-pourquoi...?



Burkini : pourquoi il ne faut pas laisser faire
marianne.net



ncolin_oesterle @nco... · 06/07/2016
#Metz Bravo à #Divacore notre pépite messine, qui lève plus d'1 million d'€ pour développer sa gamme audio connectée



#Musique : Divacore lève plus d'un million d'euros pour dévelo...
ecoinfos.fr